



## **Déclaration intersyndicale de la FSU, la CFDT, la CGT et Sud sur la situation à CANOPE**

Nous vous alertons sur la situation des personnels de Réseau CANOPE, comme nous l'avons fait à de nombreuses reprises dans cette instance. Ils et elles sont soumis à une nouvelle transformation, en urgence. Les impacts de cette transformation sont importants et la situation est donc préoccupante. Les 1300 agents que compte Réseau Canopé sont touchés : 500 ou presque changeront de métier (de médiateur à formateur ou gestionnaire de formation) et les 800 autres seront réorientés, parfois de force, vers des métiers au service de la formation. Beaucoup sont enseignants et très peu ont le CAFFA Cafipemf, ou une autre certification (malgré leur demande d'y accéder depuis des années). Pour environ la moitié des personnels (700 à 800) cette transformation va modifier significativement leur organisation de travail : des horaires « flexibles » avec des temps de formation à réaliser en dehors des temps de face à face élève, du travail le soir, le week-end et en période de vacances notamment.

Cette énième transformation (ou réorganisation masquée ?) suscite déjà des craintes, des angoisses, et génère un climat de mal-être au travail très largement ressenti. C'est d'autant plus inquiétant que ces risques sont mal évalués. Le DUERP n'est pas communiqué. Il n'est toujours pas mis en place pour une grande partie des postes de travail. Elle se cumule avec un audit du bâti, et une campagne en cours de vente de locaux, déménagements, réorganisations des espaces de travail (27 Ateliers Canopé sur 102 sont considérés comme prioritaires pour des déménagements). C'est beaucoup à vivre en même temps !

Au-delà des situations des agents, ces transformations majeures et incessantes pèsent sur l'avenir de l'opérateur. Les perspectives actuelles sont de nature à aggraver la perte d'attractivité de l'établissement, qui peine à recruter des enseignants et connaît un taux de rotation déjà fort (plus de 15% en moyenne et 30% dans certains secteurs). Pour les usagers et partenaires, cela brouille l'image de l'opérateur, avec le risque d'une désaffection. Cela oblige aussi à revoir sans cesse le modèle et les équilibres budgétaires, au local et pour le réseau.

Le projet actuel de transformation est une énième conséquence de la valse des politiques de notre ministère, dont Réseau Canopé fait les frais en répondant aux commandes de manière rapide et agile. Ces dernières années, les agents ont déjà connu : la fusion des services en grandes régions, la suppression des missions en Arts et Culture (avec suppressions de postes et des agents pas encore remplacés parfois), la suppression des services de médiathèque, la suppression de nombreuses collections et une diminution drastique des projets d'édition, la suppression pour de nombreux ateliers de la mission de librairie et vente de ressources physiques...

Nous demandons : un moratoire d'un an sur le projet actuel de transformation et l'ouverture d'une phase de dialogue avec les représentants des personnels : consultation des instances compétentes avec présentation par l'administration de l'impact prévisionnel de cette restructuration sur l'emploi, les compétences, les organisations, les conditions de travail, la santé au travail ainsi que l'ensemble des modalités d'accompagnement prévus pour la mise en œuvre.

Il s'agit ainsi de prendre le temps d'un vrai bilan des conséquences à venir, pour chaque métier, chaque territoire et chaque agent. La direction de l'établissement s'est montrée ouverte à un dialogue mais il s'agit d'explications et de communication. Ce n'est pas ce qu'attendent et ce que méritent les personnels de Canopé. Nous voulons de véritables négociations sur les modalités de mise en œuvre et de suivi de ce projet, avec les moyens et le temps nécessaire pour le faire.